

---

# PERSPECTIVES PRÉLIMINAIRES DE L'OIE SUR L'AGENDA POST-2015 POUR LE DÉVELOPPEMENT

---

*Janvier 2013*



ORGANISATION INTERNATIONALE DES EMPLOYEURS

## RÉSUMÉ

---

*Les entreprises privées produisent des biens et des services dont les gens ont besoin et qu'ils désirent consommer. Elles engendrent des emplois et des revenus, aidant ainsi les travailleurs, les familles, les communautés et les sociétés. Par leurs investissements, elles aident à la croissance de l'économie et à la création d'emplois. Les entreprises contribueront à l'agenda post-2015 pour le développement en unissant leurs efforts dans les domaines de l'éducation et de la mise en valeur des capacités, de l'amélioration de la productivité et de l'aide financière ciblée pour des entreprises durables. Cela stimulera le développement de solutions innovantes sur la voie du développement durable.*

*La recette du développement durable ne sera toutefois pas la même pour tous les pays ou régions. Les ingrédients disponibles devront être soigneusement mélangés pour que chaque pays puisse suivre sa propre voie vers la durabilité.*

## LA PERSPECTIVE DE L'OIE

---

L'OIE estime que l'emploi est fondamental dans tous les domaines identifiés en tant que défis dans le cadre du débat sur les objectifs du millénaire et le développement durable - pauvreté, développement humain, emploi et moyens d'existence. Les défis des dernières années ont démontré que la croissance économique, sans mise en place des conditions nécessaires à la création d'emplois durables, ne constitue pas une solution adéquate permettant le développement durable. Les gouvernements et les entreprises doivent se concentrer sur la création d'un environnement permettant aux entreprises de créer des emplois qui répondent à la demande du marché.

L'assistance et l'appui de toutes les organisations doivent viser à assurer des résultats durables à long terme permettant de répondre aux causes profondes des défis et non de se limiter à apporter des solutions palliatives.

## LA CROISSANCE DE L'EMPLOI ET DES ENTREPRISES EST FONDAMENTALE

La création d'emplois constitue un défi prioritaire : le défi de la création d'emplois n'est pas seulement une question cyclique ; il est profondément structurel et perdurera au moins jusqu'à la période des nouveaux objectifs post-2015 pour le développement. Le monde connaît des changements majeurs, à long terme, des schémas commerciaux, des flux financiers, des structures industrielles nationales, la disponibilité et des contraintes en matière de ressources, des taux de croissance économique et de nombreux autres facteurs. Tous ces éléments modifieront l'environnement de la création d'emplois en termes de disponibilité des ressources, de motivations à l'innovation, de localisation des emplois, de persistance d'emplois et de disparition d'autres, de type et de nombre d'emplois qui seront créés, etc.

L'emploi est essentiel à la cohésion sociale : l'emploi génère des revenus, du pouvoir d'achat et des moyens d'existence ; l'emploi permet l'intégration à la communauté et peut faciliter une plus grande équité économique et sociale. Ceci s'applique aux pays industrialisés, aux BRICS, aux pays à revenu moyen et aux pays en développement. Diverses dynamiques peuvent s'appliquer, mais dans toutes les catégories de nations, les gouvernements sont et seront confrontés à un malaise social important causé par le manque d'opportunités d'emploi pour toutes les catégories d'âge. Ceci est toutefois particulièrement vrai en ce qui concerne les perspectives des jeunes et ceux qui termineront l'école et l'université dans les dix prochaines années. Si ce problème et ses causes profondes ne sont pas traités, nous risquons l'inégalité et une fracture sociale.

Les entreprises privées sont les sources d'emplois : dans tous les pays, la vaste majorité des opportunités de nouveaux emplois seront créées par les entreprises. Pour traiter la pauvreté, le développement humain, l'emploi et les moyens d'existence, l'accent doit être mis sur un environnement permettant aux entreprises d'investir et de prendre des initiatives qui créeront des emplois par la croissance.

## **STIMULER LA CROISSANCE D'ENTREPRISES DURABLES DANS TOUTES LES RÉGIONS**

Les moteurs de l'innovation et de l'investissement en vue d'emplois et d'entreprises durables ne sont pas les mêmes dans tous les pays, dans la mesure où leurs ressources, cultures, niveaux d'industrialisation, prestations de services, profils économiques et politiques diffèrent. Une étude minutieuse doit être faite de la situation actuelle, des effets souhaités et du succès potentiel des outils qui peuvent aider à la croissance des entreprises et toute réforme ou assistance spécifique doit être structurée de manière à prendre ces différences en compte.

Par ailleurs, l'accroissement de l'intégration régionale peut constituer un accélérateur du développement tant au niveau régional que mondial.

## **INSTAURER L'ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE APPROPRIÉ POUR LES ENTREPRISES**

Les entreprises durables sont à la base de la croissance et du développement à venir. Les organisations internationales, nationales, ainsi que les gouvernements régionaux et les entreprises elles-mêmes doivent fournir un meilleur environnement des affaires dans le monde entier.

Améliorer la durabilité et la productivité des entreprises, ainsi que leur capacité à innover, se renforcer, croître, s'étendre et employer constituent des thèmes qui seront au cœur de la croissance et de la résilience face aux crises économiques, ainsi que du développement durable. Cela implique un environnement meilleur et plus fiable pour les affaires qui doivent reposer sur :

- Un environnement macroéconomique et réglementaire stable, soutenu par une meilleure politique fiscale et économique.
- Un réexamen de la réglementation affectant les entreprises afin de mettre en place un environnement favorisant les affaires et l'emploi, tout en remplissant son rôle de réglementation.
- La protection du droit à la propriété et de la règle de droit et une application efficace de la loi.

## **FACILITER L'INVESTISSEMENT POUR LES ENTREPRISES**

La croissance doit disposer de financements plus accessibles et plus efficaces. Plusieurs mesures peuvent assurer la mise à disposition de ces financements, y compris :

- La promotion de l'investissement, y compris de l'investissement étranger direct, une gestion saine de l'économie et la bonne gouvernance.
- Le développement du secteur financier et de ses institutions, renforçant ses capacités et améliorant ses ressources en matière de prêts visant à financer les investissements et la croissance et mettre à disposition des fonds de capital-risque.

- Des mécanismes appropriés, y compris des fonds de garantie, visant à accroître les ressources disponibles pour les investissements des entreprises, en particulier les PME, et permettant d'assumer un certain niveau de risque commercial et encourageant ainsi le prêt.
- Davantage de transparence, d'innovation et de flexibilité dans les critères de prêt et un plus large éventail d'options de financement.
- Des encouragements fiscaux à l'investissement.
- Le maintien des taux d'intérêt à un niveau aussi bas que possible et compatible avec un environnement macroéconomique stable.

## **METTRE EN PLACE LES CONDITIONS PHYSIQUES QUI FACILITENT LES OPÉRATIONS DES ENTREPRISES**

Tous les pays doivent faire en sorte que soient en place les conditions physiques appropriées au fonctionnement des entreprises. Certains devront les développer, d'autres auront à réparer ou renouveler les équipements désuets. L'investissement dans l'infrastructure de base (éventuellement par le biais de partenariats publics-privés), y compris la route et le rail, la production et distribution d'électricité, ainsi que les énergies renouvelables et les technologies de l'information et de la communication sera fondamental pour que les entreprises disposent des éléments de base nécessaires à leur développement.

## **STIMULER L'INNOVATION ET LA PRODUCTIVITÉ À VALEUR-AJOUTÉE**

Les entreprises ont besoin d'aide pour améliorer leur productivité, l'innovation et la compétitivité. Il incombe aux gouvernements, aux organisations internationales et au secteur privé de :

- Accroître l'accès à la technologie et encourager la culture de l'innovation.
- Promouvoir une culture de la productivité et de la qualité, ainsi qu'une vision commune des employeurs, des travailleurs et des gouvernements des avantages qu'une telle culture offre à la société.
- Promouvoir les opportunités de partage d'expériences et d'apprentissage mutuel des entreprises.
- Stimuler la productivité qui peut être améliorée par des produits à plus haute valeur ajoutée et la diversification des économies.

## **SOUTENIR UNE CROISSANCE GLOBALE**

Cette opportunité doit être offerte à tous pour que chacun puisse contribuer à la croissance de l'entreprise et bénéficier d'un emploi ; à cette fin, il convient de :

- Mettre en place les conditions permettant d'intégrer les groupes vulnérables et l'économie informelle à l'activité économique.
- Promouvoir la sécurité et éliminer les conflits qui ont un effet déstabilisant sur les économies et les communautés.
- Respecter les principes et droits fondamentaux au travail issus du dialogue social.

## **L'ÉDUCATION : CLÉ DU PROGRÈS DURABLE**

L'amélioration de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'apprentissage tout au long de la vie est essentielle à un progrès social et économique durable. Les gouvernements et les entreprises doivent s'aider mutuellement à améliorer réellement l'enseignement de base, ainsi que la formation professionnelle et technique et l'apprentissage tout au long de la vie.

L'enseignement de base devrait assurer l'apprentissage de la lecture, du calcul et donner à tous la possibilité d'être employé. Les systèmes d'enseignement devraient également développer l'entrepreneuriat et les capacités de gestion, ainsi que reconnaître le rôle des entreprises dans l'économie. Il devrait également être davantage tenu compte de la nécessité d'intégrer enseignement, formation et apprentissage tout au long de l'éducation et au sein de l'entreprise.

Les gouvernements doivent :

- Collaborer davantage avec les entreprises pour comprendre les résultats que les employeurs attendent de l'éducation et de la formation pour pouvoir créer des emplois. Les gouvernements devraient élaborer des systèmes de mesure clairs et des structures de consultation afin de discuter avec les employeurs de la formulation des politiques et des besoins en formation de chaque industrie.
- Promouvoir des partenariats publics-privés, l'intégration et le partage d'informations entre les systèmes de formation et d'enseignement.
- Élaborer des programmes et des politiques ciblés de coopération afin de répondre à la perte de qualifications au profit d'autres économies. Des facteurs sociaux, y compris la démographie et la santé, constituent des défis particuliers pour l'éducation, la formation et la productivité.

Les entreprises devraient :

- Fournir au gouvernement, par le biais de leurs organisations d'employeurs, des informations pertinentes à jour sur le marché du travail et les besoins en qualification afin d'aider à des décisions efficaces.
- Coopérer avec le gouvernement et d'autres services afin d'apporter des conseils de carrière et des informations qui aident ceux qui terminent l'école à accéder à des carrières adaptées, valorisantes et durables, et à contribuer ainsi à leur communauté et au développement de leur nation.
- Collaborer avec les services de formation et d'emploi afin d'améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi et leur capacité à revenir sur le marché du travail.
- Contribuer à l'amélioration de la formation en matière de gestion afin de mieux équiper les dirigeants d'entreprise dans des marchés de plus en plus mondialisés.

## **LIBÉRER LE POTENTIEL DE CROISSANCE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

Les petites et moyennes entreprises offrent les opportunités en matière de croissance de l'emploi dont le monde a besoin. Ces entreprises requièrent une attention et une assistance spécifiques en raison des défis particuliers auxquels font face en termes de manque d'accès à l'enseignement, aux infrastructures et aux services du gouvernement. Des réformes correctement ciblées, y compris la formalisation de l'économie, peuvent libérer le potentiel de croissance de ce secteur qui constitue un outil fondamental sur la voie du développement. Le manque d'accès au financement représente un obstacle majeur à la croissance et au développement, particulièrement des PME. Les gouvernements et les institutions financières doivent prendre des mesures efficaces pour faire

en sorte que davantage de financements soient disponibles pour des investissements créateurs d'emplois.

Une série de mesures interdépendantes peut aider à traiter ces problèmes ; elle devrait reposer sur :

- le développement économique et une croissance économique soutenue ;
- l'amélioration de l'enseignement et de la formation afin de former des jeunes employables à leur sortie de l'école ou de l'université ;
- une réforme réglementaire visant à lever les barrières légales, réglementaires et administratives à la formalisation ;
- La simplification de l'enregistrement des nouvelles entreprises et l'assistance à leur croissance (y compris l'accès au crédit, à l'aide financière, souvent au niveau de la micro entreprise) ;
- un gouvernement sain, ouvert et transparent, libre de toute corruption et d'inefficacité, qui s'efforce de rendre l'investissement et les opportunités de partenariat accessibles aux nouvelles et plus petites entreprises ;
- l'encouragement des opportunités d'entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes, groupes vulnérables, y compris par le biais de partenariats.

## **PARTENARIATS EN VUE DE LA CROISSANCE**

Les gouvernements doivent collaborer avec les entreprises, par le biais de leurs organisations d'employeurs représentatives, en tant que partenaires fondamentaux face aux défis du développement et de la mise en pratique des solutions prioritaires requises pour la croissance de l'économie, le développement des entreprises et la création d'emplois.

Les entreprises doivent collaborer étroitement avec les gouvernements, les institutions financières et autres, par des mécanismes comprenant des partenariats publics-privés, afin d'assurer le financement, l'investissement, le savoir-faire et des ressources essentielles au développement des entreprises, à la création d'emplois et à la croissance de l'économie.

*L'OIE constitue le plus vaste réseau du secteur privé au niveau mondial. Elle est la seule organisation reconnue comme représentant les intérêts des employeurs pour les questions sociales et du travail au niveau international. L'OIE représente à ce jour 151 organisations d'entreprises nationales dans 143 pays. Les entreprises et leurs organisations représentatives sont prêtes à assumer leurs responsabilités dans la reprise après la crise économique et financière et à jouer le rôle qui leur revient dans le développement durable mondial.*

***L'OIE est consciente du fait que ce débat évoluera avec le temps et y apportera d'autres contributions.***